



Transvival

initiatives

n°453 / mars 2016 / 9 euros

- HISTOIRE D'UNE DÉCONSTRUCTION DE LA SÉCURITÉ SOCIALE
- HIER, JE SUIS ALLÉ VOIR *DEMAIN*
- « IL FAUT REPOLITISER L'AGRICULTURE »

Dossier
UN DROIT POUR DES AGRICULTURES

Transrural initiatives

revue mensuelle d'information agricole et rurale publiée par l'Agence de diffusion et d'information rurales (Adir), association d'édition de l'AFip, de la FNCivam, du MRJC et de la CNFR.



L'Association de formation et d'information pour le développement d'initiatives rurales (Afip) est un réseau associatif composé de sept structures réparties sur le territoire national. De la médiation au développement d'activités, l'afip est un acteur du milieu rural ayant une approche territoriale en portant et militant pour les valeurs du développement durable notamment sur le pilier social.



Le réseau des Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural (Civam), ce sont plus de 200 associations qui défendent depuis plus d'un demi siècle des enjeux tels que la préservation de l'environnement, l'offre d'aliments de qualité, l'élaboration d'un autre modèle énergétique, la promotion d'une agriculture durable, le maintien d'un monde rural facteur de cohésion sociale.



Lieu de rencontres, d'échanges et vecteur d'intégration socio-économique, le Mouvement rural de jeunesse chrétienne (MRJC), propose aux jeunes de treize à trente ans vivant à la campagne ou qui l'envisagent, de s'engager avec d'autres pour l'amélioration de la qualité de vie, de leur environnement et de la société qui les entoure par l'action, la réflexion, la recherche de sens et la formation.



La Confédération nationale des Foyers ruraux (CNFR) fédère des associations qui se reconnaissent dans les valeurs de l'éducation populaire et qui contribuent à ce que les territoires ruraux restent des espaces de vie et de solidarité, promeuvent le fait associatif et contribuent à l'émancipation des individus, tout en luttant contre la fracture sociale et l'isolement des individus.

Directrice de publication : Isabelle Barnier - **Équipe**

de rédaction permanente : Hélène Bustos, Fabrice

Bugnot - **Ont participé à ce numéro :** Isabelle

Barnier, Amel Bounaceur, Maxime Bergonso, Hugues

Boiteux, Jean-Marc Bureau, Michel Carré, André

Chalopin, Gautier Félix, Goulven Le Bahers, Arnaud

Lecler, Ludovic Mamdy, Mathieu Salvy, Alexiane Spanu

et Mélanie Théodore.

Notes de lecture et revue de presse : Alain Chanard

Maquette : Catherine Boé, Flash culture et loisirs

Impression : Evoluprint, Bruguère

Administration / Rédaction :

7bis, rue Riquet - 75019 Paris

Tél. 01 48 74 52 88

Site internet : www.transrural-initiatives.org

Mail : transrural@globenet.org

CRÉDIT PHOTO DE LA COUVERTURE : AMANDINE BOLLARD

vivre ensemble

Société

- 4 De quels médecins a-t-on besoin ?
- 5 Histoire d'une déconstruction de la sécurité sociale

Démocratie

- 6 Comment s'installent les nouveaux exécutifs régionaux

Initiatives

- 8 La Friche Durand, un terreau d'expérimentation fertile

ménager les ressources

Environnement

- 10 Loi sur la biodiversité : amende honorable au Sénat

Initiatives

- 12 Hier, je suis allé voir *Demain*

Quatrième de couverture

Cette photographie de Boris Avril, prise en Galice en 2011 et tirée de la série *La nature reprend ses droits*, rappelle que nombre de maisons habitées par le passé dérivent progressivement vers une propriété dont l'aspect privé est brouillé par le temps. Petit à petit, ces lieux se transforment en quelque chose d'autre, entre habitations du passé et retour à la terre, les bâtiments sont comme suspendus entre deux natures. Les territoires ruraux, jalonnés de « ruines », nous rappellent à la fois une époque révolue et le temps qui continue d'avancer. Mais ces lieux où la nature reprend ses droits nous montrent aussi nettement que notre action, aussi importante soit-elle pour nous et ceux qui nous entourent, a une fin. <http://avrilboris.wix.com>.



un autre développement

Culture

- 13 Les MJC, une approche de la culture menacée

Agriculture

- 14 La transmission, une affaire européenne
- 15 *We farm up* : nouveau visage de l'entraide agricole ?

Idées

- 16 « Il faut repolitiser l'agriculture »

Chronique

- 18 La guerre des mots – acte XI

La crise sur le gâteau

Les beaux yeux de Cerise, la Bazadaise égérie de l'édition 2016 du Salon de l'agriculture, ou les 1 950 kg de Fêtard, le plus gros taureau du monde, n'y auront rien fait. Le « rendez-vous d'amour entre les citadins et les ruraux », comme se plaît à le qualifier Jean-Luc Poulain, le président du Salon, accuse une diminution de fréquentation de plus de 10% (avec tout de même plus de 600 000 visiteurs). Il est vrai qu'une fois les manteaux ouverts et les sacs inspectés – état d'urgence oblige –, en pénétrant dans les différents halls d'exposition, l'urgence de l'état dans lequel se trouvent nombre de professionnels sautait aux yeux. Banderoles, prises de paroles, insultes des politiques en visite, saccage du stand du ministère de l'Agriculture par les gros bras de la FNSEA... « Ces neuf jours ont été le lieu d'expression de la colère et de la détresse qui secouent les professionnels », synthétisent pudiquement les organisateurs dans le communiqué de presse bilan du Salon. Ils retiennent tout de même « à la fermeture des portes du Salon, deux certitudes : la solidarité des Français et leur engouement pour une agriculture qu'ils respectent ; l'intérêt marqué des professionnels de tous horizons pour l'expertise agricole et génétique françaises ».

La vitrine de l'agriculture a pris un pète, mais les casseurs n'ont pas été inquiétés. Il y a des choses qui ne changent pas. Les spécificités du régime agricole... Au même moment, le 27 février, à quelques centaines de kilomètres de la Porte de Versailles, plusieurs dizaines de milliers de personnes réaffirmaient avec force et détermination leur opposition au projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes et leur soutien aux habitants et paysans sous le joug de l'expulsion. Dans une joyeuse atmosphère d'ère après-pétrole, la 2 x 2 voies reliant Nantes à Vannes, était peut-être bien le lieu du témoignage de « la solidarité des Français et leur engouement pour une agriculture qu'ils respectent ».

Le million de signatures recueillies par une pétition appelant le gouvernement à renoncer à son projet de réforme de code du travail constitue également une sorte de témoignage en faveur d'un droit spécial. Et de droit spécial, il sera question dans le dossier de ce numéro où nous interrogeons les liens entre droit rural et modèles d'agriculture. Sujet technique, parfois austère, et souvent complexifié par un langage propre, le droit n'en reste pas moins le fruit de dynamiques sociales et n'a rien de transcendantal. Il est un outil qu'il nous appartient d'apprendre à mieux manier pour progresser plus facilement sur une voie alternative à l'impasse où « la colère et de la détresse secouent les professionnels ». Empoigner ce type de sujet, avec dans ce cas précis un appui enthousiaste et précieux, s'inscrit aussi dans les ambitions vulgarisatrices de *Transrural* qui souffle ce mois-ci ses 23 ans...

et vous offre pour l'occasion une réédition du numéro 452 de début d'année. Nous avons eu un problème lors de l'adressage et nombre d'entre vous n'ont pas reçu le premier numéro de l'année. Nous nous en excusons, et si d'aventure il était parvenu jusqu'à vous, n'hésitez pas à utiliser ce deuxième exemplaire pour faire la promotion de la revue et la faire découvrir ; nous avons plus que jamais besoin de toutes les forces pour développer les abonnements et poursuivre notre action ; nous n'avons pas encore fini d'éplucher le code rural !

HÉLÈNE BUSTOS,

RESPONSABLE DE LA RÉDACTION



découvrir

19 En revues

20 Au fil des lectures

la vie des réseaux

I à VIII DOSSIER CENTRAL

Un droit pour des agricultures

Ce dossier se propose d'explorer les liens entre le droit rural, instrument des politiques publiques, et la notion de diversification en agriculture. Investir le champ du droit, le comprendre, et pointer les incohérences, c'est aussi militer pour une reconnaissance des projets diversifiés et nous donner une chance de sortir de la spécialisation à outrance, dont les limites sont aujourd'hui largement connues.



MARTINE BUSTOS

« Il faut repolitiser l'agriculture »

Entretien avec l'agronome et généticien Philippe Baret, rencontré à l'arrière d'un bus, se rendant à une visite de ferme lors des Journées nationales du réseau Civam en janvier dernier.

Vous êtes membre du conseil scientifique d'Afterres 2050, le « scénario soutenable pour l'agriculture et l'utilisation des terres en France à l'horizon 2050 », produit par l'association Solagro. Diriez-vous qu'il existe aujourd'hui un consensus autour du fait que le modèle de production conventionnel n'est plus tenable ?

Philippe Baret : Il existe un consensus sur le fait que l'agriculture doit s'adapter au changement climatique et qu'elle doit arrêter d'y contribuer. Mais les trajectoires sur le « comment on y arrive » ne sont pas claires. Il y a une espèce de croyance, que je qualifierais de positiviste, en l'idée qu'on peut à la fois produire plus, en diminuant l'impact sur le changement climatique, tout en assurant le bien-être des agriculteurs.

La « double performance de l'agriculture »¹ [économique et environnementale] est un slogan qui n'a jamais été démontré scientifiquement. Elle est très dépendante d'un point de référence, comme toutes les performances ; si le volume de céréales produit en 2014 sert de référence, alors le maintenir en diminuant les pesticides et les intrants est impossible. La plupart des gens le savent mais ne le disent pas et ceux qui pourraient vraiment le montrer, notamment les chercheurs, ne font rien pour tester l'hypothèse.

Il y a quand même aujourd'hui une incapacité à envisager l'optimisation des systèmes comme trajectoire alternative à celle du XX^e siècle qui a reposé sur la maximisation du rendement. On n'arrive pas à penser cette optimisation, alors on remet une couche

d'environnement et de climat sur un modèle de maximisation de la production, en pensant que ça va marcher... Il va pourtant falloir faire des compromis, accepter de produire moins mais peut-être en gagnant plus, et en tout cas en diminuant les pesticides et les impacts environnementaux. Des acteurs, comme les vendeurs de pesticides, vont y perdre, et c'est l'autre non dit total de la situation actuelle. Personne n'ose dire : « *Notre choix politique, c'est de faire perdre ceux-là et de faire gagner ceux-là* »...

Des travaux comme Afterres mettent tout de même au jour, outre des intérêts divergents, des « mises en mouvement », notamment dans la profession, au niveau des systèmes de production ?

P. B. : Il y a effectivement « une mise en route », on ne sait pas où on va mais on y va... Ce qui est intéressant, c'est que chez ces « motivés », on retrouve des acteurs venant « des deux mondes ». D'un côté, il y a ceux issus d'une agriculture très conventionnelle en cours d'adaptation mais où personne n'objective les limites d'adaptation. Ils s'appuient sur des références du passé et considèrent qu'ils font mieux maintenant². De l'autre côté, il y a ceux qui proviennent d'un monde alternatif et mettent en œuvre une multitude de petites initiatives (jardins urbains, potagers sur les toits, permaculture...) qui souffrent du même déficit de vision que les premiers. On ne sait pas si c'est viable, quoi qu'on en dise, si c'est généralisable, mais on est tellement content de faire quelque chose de différent qu'on s'en satisfait. On



Scénario soutenable pour l'agriculture et l'utilisation des terres en France à l'horizon 2050, Afterres2050 a été conçu par Solagro, association qui réunit des experts, des agriculteurs, des citoyens ; il se veut désirable, crédible et compréhensible.

¹ - Point d'orgue de la politique agroécologique de l'actuel ministre, Stéphane Le Foll.

² - Par exemple, les Hollandais ont divisé par deux l'apport d'azote à l'hectare mais il reste aujourd'hui supérieur à celui pratiqué en France. Avoir divisé par deux, c'est bien, mais quand on regarde les chiffres dans l'absolu...

entend parfois : « *Je suis un acteur de terrain, ce n'est pas à moi de faire de la prospective...* » Il y a là un manque de responsabilité ; quand on propose des solutions, il faut quand même réfléchir à leurs impacts. Il y a eu l'essor d'une série de solutions techniques au XX^e siècle [engrais de synthèse, pesticides, biotechnologies...] qui nous ont fait rêver pour au final nous conduire dans des impasses. De plus, les systèmes agricoles ne sont pas des « choses légères » mais plutôt de gros paquebots au sens où il y a beaucoup d'investissements ■■■

■■■ humain, écologique, et que les choix sont très peu réversibles. Quand on a arraché des vignes ou des oliviers, on mettra un peu de temps à en remettre... En agriculture, on doit anticiper encore plus pour ne pas se tromper dans les choix et je trouve qu'il y a un gros hiatus entre l'énergie qui est mise pour nourrir des initiatives techniques et organisationnelles à petite échelle et le très peu d'investissement sur une réflexion à grande échelle. Les quelques acteurs qui font cet effort, comme Solagro, se font étriller par tous les autres : depuis les acteurs de petites initiatives écolo aux conventionnels. On leur reproche « d'être léger »... Mais bien sûr que c'est léger, ils n'ont pas de moyens et ils sont un peu tout seul !

En France, le discours sur « la co-existence des modèles agricoles » est très présent ; lisse, dépassionné, voire dépolitisé, il permet de ne pas insister sur les intérêts divergents. Selon vous, la transition vers une agriculture plus durable passera-t-elle par une généralisation d'un « modèle » ou par la diversité ?

P. B. : Je pense qu'une des clés de la transition réside dans la généralisation des principes mais pas dans celle des pratiques. Il faut se mettre d'accord sur des principes : autonomie énergétique, décisionnelle, parcimonie, recyclage, diversité génétique, transparence sur la répartition des revenus, sur les conditions de travail... Ensuite, leur mise en œuvre et les pratiques sont contextualisées et peuvent être diverses. En France, on fait un peu l'inverse : on essaie de généraliser des pratiques sans se mettre d'accord sur les principes. Par exemple, on va voir des gens pratiquer le sans labour, on va dire : « C'est très bien ! », et on va soutenir le sans labour³. De plus, et c'est un des messages portés par Solagro, une vraie démarche de transition ne passera que par un changement de consommation. Il faut arrêter de demander ou d'espérer que le monde agricole soit à lui seul le fac-

teur de transformation des systèmes alimentaires dans lesquels il est complètement engoncé. Des changements actuels suggèrent des trajectoires possibles ; par exemple, le discours sur la diminution de la consommation de viande, qui peut paraître utopique et que le monde agricole rejette, mais en attendant, en Belgique, elle a diminué de 13% en cinq ans... Dans le scénario Afterres, la diminution est telle qu'à un moment, on se retrouve avec trop de luzerne pour l'élevage et il est proposé de la réintégrer en engrais vert dans les cultures, ce qui paraît aberrant pour nombre d'agriculteurs. L'intérêt de cette approche prospective, c'est de faire ressortir des aberrations pour en discuter. Et il faut en discuter même si on nous assène qu'on est dans l'urgence. La « politique de l'urgence » est un cercle vicieux terrible. Puisqu'on est dans l'urgence, on ne peut pas commencer à se disputer, pas le temps... La Cop21 en est une illustration parfaite. Mais après, quand la mer se retire, je ne sais pas bien ce qui va avoir changé dans le paysage... L'urgence est aussi un prétexte ; ceux qui tiennent le haut du pavé l'utilisent pour ne pas avoir à faire de compromis. Et c'est vrai aussi, qu'on considère aujourd'hui que tout ce qui est rapports de force et conflits, ce n'est pas objectif, pas scientifique et donc on l'évacue. Pour moi, il y a vraiment une nécessité de repolitisation de l'agriculture et de l'alimentation. Les gens n'aiment pas entendre ça, notamment dans le monde alternatif où on entend : « *Faisons des petites choses, à petite échelle et ça va faire tache d'huile.* » C'est une erreur magistrale en termes d'enjeux politiques, cela veut dire qu'on se retire du jeu pour construire « *un petit quelque chose* » à côté, pendant que les autres continuent à construire leurs gratteciel... Notre situation actuelle résulte essentiellement de choix politiques et, pour en sortir, il va falloir faire d'autres choix politiques.

■ PROPOS RECUEILLIS PAR HÉLÈNE BUSTOS (TRANSRURAL)

en bref

CENTER PARCS FAIT UNE PAUSE

Le groupe Pierre & Vacances Center-Parcs a annoncé le 2 février la mise en place d'études complémentaires avant de « se prononcer » sur la poursuite du projet de centre de vacances à Poligny (Jura). La procédure de débat public, menée fin 2014 (cf. TRI n°448), et la mobilisation des opposants a également permis d'obtenir quelques engagements du groupe comme la limitation de la taille du site à 90 hectares au lieu des 150 prévus et des garanties pour développer l'emploi local. □

NEIGE DE LUXE

Une piste de ski couverte pour redynamiser les zones sidérurgiques en difficulté près de Metz (Moselle). La bonne idée, lancée en 2005 avec un investissement de 20 millions d'euros pour la commune d'Amnéville, coûte entre 500 000 et 1 million d'euros par an aux contribuables, remarque la Cour des comptes, dans son rapport 2016. Pour l'instant, la dette de la commune, qui ne dispose plus d'aucune capacité d'autofinancement, s'élève à 24 millions d'euros. □

LA FERME DES ROBOTS

Spread, une société japonaise, va ouvrir une usine de culture de salades automatisée en 2017, près de Kyoto. Le travail – à l'exception des semis – sera entièrement réalisé par des robots, jusqu'à l'étape du conditionnement, dans un entrepôt rempli d'étagères superposées sur 4 500 m². Une production sans pesticide, dont les coûts devraient être deux fois plus bas que ceux du marché, et qui devrait atteindre 500 000 salades par jour dans cinq ans. Le montant de l'investissement n'a pas été communiqué. □

3 - Alors que certains font du sans labour en utilisant des herbicides et d'autres non, mais « *c'est déjà bien de faire du sans labour pour la vie du sol* »...

Transrural initiatives

Vous pouvez vous abonner en ligne sur :
<http://boutique.transrural-initiatives.org>

La revue associative des territoires ruraux

Transrural initiatives est une revue mensuelle portée par des mouvements associatifs d'éducation populaire à vocation rurale et agricole.

En s'appuyant sur un comité de rédaction composé d'acteurs du développement rural (animateurs, militants associatifs), associés à des journalistes, elle propose une lecture de l'actualité et des enjeux concernant les espaces ruraux qui privilégie les réalités de terrain et valorise des initiatives locales et innovantes. La revue appréhende ces territoires dans la diversité de leurs usages et met en avant des espaces où il est possible d'habiter, de se déplacer, de s'instruire, de se cultiver, de produire, de se distraire et de tisser des liens. Ces expériences locales illustrent concrètement des alternatives au modèle de développement économique dominant, marqué par la mise en concurrence généralisée, la disparition des solidarités et l'exploitation aveugle des ressources naturelles. *Transrural* entend sortir de la morosité ambiante et invite à l'action ! Dans chaque numéro, un dossier thématique permet d'approfondir une question (ex. : Le rural a rendez-vous avec la ville ; La forêt, entre patrimoine financier et naturel ; L'agriculture locale, nouveau champ d'action politique des collectivités).

Sans publicité, à but non lucratif, la revue assure son fonctionnement et son indépendance grâce aux abonnements.



BON D'ABONNEMENT

Pour un abonnement d'un an (10 numéros) :

- Tarif normal : 55€ ; tarif réduit (étudiants, chômeurs, abonnements groupés – à partir de 5 personnes) : 45€ ; tarif association : 80€ ; tarif institution (bibliothèques, collectivités, services...) : 90€ ; tarif découverte (3 numéros) : 25€.
- À l'étranger : tarif normal : 65€ ; tarif institution : 95€.

Pour un abonnement 2 ans (20 numéros) : tarif normal : 95€ ; tarif association : 150€ ; tarif institution : 170€.

Nom : Société :

Prénom : Mail :

Adresse :

Comment avez-vous connu *Transrural*? :

Je souhaite recevoir une facture : OUI NON

Si vous souhaitez faire découvrir la revue,
indiquez ici les coordonnées de la personne de votre choix, nous lui enverrons un numéro :

Nom : Prénom :

Adresse :

Mail :

Règlement par chèque à l'ordre de Transrural Initiatives ou par mandat administratif
à envoyer à Transrural Initiatives - 7bis, rue Riquet - 75019 Paris

transrural@globenet.org

